

CROUS

Travaux d'aménagement et mise en conformité

Restaurant Universitaire Montmuzard

8 B rue du Recteur Marcel Bouchard - 21000 DIJON

Plan General de Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé

Mission Catégorie III

**Ce document est contractuel et il appartient à chacun des intervenants du projet de respecter et de faire
respecter son contenu.**

Date	Indice	Modification	Auteur
11/04/2025	0	<i>PGC initial</i>	<i>Jean Luc PINEAU</i>
13/04/2025	1	<i>Modifs suite obs MOA</i>	<i>Jean Luc PINEAU</i>
14/04/2025	2	<i>Modifs suite erreur de catégorie</i>	<i>Jean Luc PINEAU</i>

INTERVENANTS

MAÎTRE D'OUVRAGE	CROUS	11, rue Edgard Faure 21000 DIJON
MAÎTRE D'ŒUVRE	SETUREC	37 rue Elsa Triolet 21000 DIJON
COORDONNATEUR SPS	CSPS Prévention Tél. : 06 60 37 92 27	3C rue Ernest Lory 21000 DIJON
ORGANISME DE PREVENTION	CARSAT BFC Tél. : 03 80 70 51 49	Parc Valmy Rue Elsa Triolet 21000 DIJON
ORGANISME DE PREVENTION	OPPBTP Tél. : 03 80 78 95 20	6 rue John Perse 21000 DIJON
ORGANISME DE PREVENTION	DDETS BOURGOGNE - FRANCHE-COMTE Tél. : 03 80 45 75 34	21 boulevard Voltaire 21000 DIJON

Liste des lots

Lots	Désignation	Attribution
01	TERRASSEMENTS VRD GROS ŒUVRE	
02	METALLERIE SERRURERIE EQUIPEMENTS DE QUAIS	
03	PLATRERIE PEINTURE MENUISERIE BOIS	
04	REVESTEMENTS SOLS FAIENCE	
05	ELECTRICITE PLOMBERIE	

Table des matières

1	Conditions d'intervention de C SPS Prévention	9
2	Renseignements concernant le site et le Projet	9
2.1	Projet	9
2.1.1	Désignation de l'ouvrage et Adresse	9
2.1.2	Travaux prévus	9
2.2	Durée des travaux	9
2.3	Environnement, Site, Réseaux, matières dangereuses	9
2.3.1	Réseaux existants (se reporter à l'Annexe « Travaux à proximité des réseaux »)	9
2.3.2	Matières dangereuses	10
3	Mesures générales de salubrité	11
3.1	VRD Primaires	11
3.1.1	Alimentation en énergies et fluides	11
3.2	Installations de chantier – Cantonnement	11
3.2.1	Plan d'installation (PIC)	11
3.2.2	Dimensionnement/Équipement	11
3.3	Réseaux de distribution	11
3.3.1	Réseaux électriques	11
3.3.2	Réseaux d'eau	12
4	Mesures générales de coordination	13
4.1	Planification	13
4.2	Accès chantier	13
4.2.1	Clôtures de chantier (à la charge du Lot GROS ŒUVRE)	13
4.2.2	Signalisation	13
4.2.3	Identification des intervenants	13
4.2.4	Visites de chantier par des tiers	13
4.2.5	Circulations des véhicules	14
4.2.6	Livraisons	14
4.2.7	Aire de livraisons	14
4.2.8	Circulations verticales des piétons	14
4.2.9	Échelles	14
4.2.10	Nacelles	15
4.3	Nettoyage et évacuation des déchets	15
4.3.1	Nettoyage	15
4.3.2	Évacuation des déchets	15
4.4	Stockage et entreposage de matériels et matériaux	15
4.4.1	Zones dans l'enceinte du chantier	15
4.5	Manutentions et approvisionnements	15
4.5.1	Grues	15

4.5.2	Moyens propres à chaque lot	15
4.5.3	Prévention des risques de maladies professionnelles	16
4.6	Réseaux de distribution en énergie	17
4.6.1	Ventilation des locaux en phase chantier	17
5	Mesures particulières de coordination	18
5.1	COVID 19	18
5.2	Protections individuelles	19
5.3	Interdiction de fumer	19
5.4	Travaux en hauteur	19
5.5	Travaux superposés	19
5.6	Travail isolé	19
5.7	Travaux sur des Installations ou au voisinage d'Installations Électriques	20
5.7.1	L'habilitation électrique	20
5.7.2	Les locaux ou emplacements à risque spécifique électrique	20
5.7.3	Qui est concerné ?	20
5.7.4	Document utile	20
5.8	Travaux de Terrassement	21
5.8.1	Aménagement des talus	21
5.8.2	Épuisements	21
5.9	Travaux de VRD	21
5.9.1	Aménagement des fonds de fouilles	21
5.9.2	Protection fosses et regards	21
5.9.3	Enrobés	21
5.10	Travaux de Fondations	21
5.10.1	Aménagement des fonds de fouilles	21
5.10.2	Protections des aciers	21
5.11	Travaux de Gros œuvre	22
5.11.1	Mise en œuvre	22
5.11.2	Protection des aciers	22
5.12	Travaux de Dallage	22
5.12.1	Mise en œuvre	22
5.13	Travaux des lots techniques	22
5.13.1	Modes opératoires	22
5.14	Travaux de structure métallique	22
5.14.1	Accès	22
5.14.2	Approvisionnement-Manutention	22
5.14.3	Mode opératoire et protections	22
5.15	Travaux de Couverture	23
5.15.1	Accès	23

5.16	Approvisionnement-Manutention	23
5.16.1	Protections en bas de pente et en rive	23
5.16.2	Protections en sous face	23
5.17	Travaux de Cloisons –Doublages	23
5.17.1	Découpes	23
5.18	Travaux de revêtements durs	23
5.18.1	Chape – Mise en œuvre	23
5.18.2	Découpe	23
5.18.3	Limitation des poussières	23
5.19	Travaux en limite du domaine public	24
5.19.1	Mode opératoire	24
5.20	Travaux en rive de plancher	24
5.20.1	Garde-corps provisoires en rive de plancher	24
5.21	Travaux en espaces confinés	24
5.22	Risques spécifiques produits dangereux	26
5.23	Réseaux divers	26
5.23.1	Mode opératoire	26
5.24	Risque incendie	26
5.24.1	Définition de « Travaux par points chauds »	27
5.24.2	Permis de feu	27
5.24.3	Documents utiles	27
6	Organisation des secours	28
6.1	Moyens de secours	28
6.2	Sauveteurs secouristes du travail	28
7	Modalités de coopération entre intervenants	28
7.1	Coordonnateur en Sécurité et Protection de la Santé	28
7.1.1	Rôle du Coordonnateur SPS	28
7.1.2	Autorité	28
7.2	Concertation et informations entre les entreprises	29
7.2.1	Inspection commune (INC)	29
7.2.2	Sous-Traitance	29
7.2.3	Travailleurs indépendants et locatiers	29
7.2.4	Personnel étranger	30
7.3	Documents – Diffusion	30
7.3.1	Plan Général de Coordination (PGC)	30
7.3.2	Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé (PPSPS)	30
7.3.3	Registre Journal (RJ)	30
8	ANNEXE – TRAVAUX A PROXIMITE DES RESEAUX	31
8.1	Principales obligations des parties prenantes	31

8.2	Documents utiles	32
9	ANNEXE – PPSPS – TRAME POUR ANALYSE DES RISQUES	33

PREAMBULE

Ce document est rédigé en prenant en référence la dernière mise à jour du Code du Travail à la date de rédaction du présent document.

Certains numéros d'articles mentionnés peuvent avoir évolués entre temps et Il appartient aux entreprises de consulter le code du travail afin de prendre connaissance des derniers article à jour.

Le PGC fait référence au Code du Travail et ne saurait se substituer à son contenu.

PRINCIPES GENERAUX DE PREVENTION

L'employeur met en œuvre les mesures prévues à l'article L. 4121-1 du code du travail, sur le fondement des principes généraux de prévention suivants :

- 1° Éviter les risques ;
- 2° Évaluer les risques qui ne peuvent pas être évités ;
- 3° Combattre les risques à la source ;
- 4° Adapter le travail à l'homme, en particulier en ce qui concerne la conception des postes de travail ainsi que le choix des équipements de travail et des méthodes de travail et de production, en vue notamment de limiter le travail monotone et le travail cadencé et de réduire les effets de ceux-ci sur la santé ;
- 5° Tenir compte de l'état d'évolution de la technique ;
- 6° Remplacer ce qui est dangereux par ce qui n'est pas dangereux ou par ce qui est moins dangereux ;
- 7° Planifier la prévention en y intégrant, dans un ensemble cohérent, la technique, l'organisation du travail, les conditions de travail, les relations sociales et l'influence des facteurs ambiants, notamment les risques liés au harcèlement moral et au harcèlement sexuel, tels qu'ils sont définis aux articles L. 1152-1 et L. 1153-1 ;
- 8° Prendre des mesures de protection collective en leur donnant la priorité sur les mesures de protection individuelle ;
- 9° Donner les instructions appropriées aux travailleurs.

1 CONDITIONS D'INTERVENTION DE C SPS PREVENTION

C SPS Prévention est missionnée en phase DCE et n'a donc pas intégré la phase de conception.

Le Plan Général de Coordination est rédigé d'après les éléments transmis par mail le 10/04/2025 par le Maître d'œuvre / CCTP, Plans, ainsi qu'une visite sur site accompagné du Maître d'ouvrage.

2 RENSEIGNEMENTS CONCERNANT LE SITE ET LE PROJET

2.1 Projet

2.1.1 Désignation de l'ouvrage et Adresse

Restaurant Universitaire Montmuzard
8 rue Dct Bouchard
21000 DIJON

2.1.2 Travaux prévus

➤ Consistance :

- Aménagement modernisation des quais de déchargement, et lise en place de quais niveleurs,
- Réalisation terrassements et plateforme pour Contenait poubelles
- Modifications des réseaux Elec, Pb et Gaz pour modifications Cuisine

2.2 Durée des travaux

- Les travaux seront exécutés sur une période de 3 mois, la date prévisionnelle de début des travaux est estimée au 10 juin 2025.

2.3 Environnement, Site, Réseaux, matières dangereuses

- Le projet se situe dans une zone universitaire en activité durant les travaux.
- Durant les travaux intérieurs (cuisine et passage de réseaux, aucune activité.

2.3.1 Réseaux existants (se reporter à l'Annexe « Travaux à proximité des réseaux »)

Enchaînement des tâches et formalités avant le démarrage des travaux :

Le Responsable de projet (Maître d'ouvrage), l'Exploitant et l'Entreprise se référeront au **Guide pratique « TRAVAUX A PROXIMITE DES RESEAUX »** dont le lien figure en annexe de ce document.

- Des réseaux Gaz, Elec, EAP sont présents dans les zones de travaux.
- Ces réseaux devront avoir été consignés, neutralisés et purgés pour EAP et GAZ et une attestation pour chacun des réseaux sera transmis au C SPS.
- Concernant les travaux de terrassements extérieurs, l'entreprise réalisera une DICT, et sera très prudente quant à la possibilité de réseaux existants.

2.3.2 Matières dangereuses

- Le Bâtiment existant dans lequel ont lieu les travaux de réhabilitation a subi des travaux précédemment et un rapport de repérage amiante du 05/07/2016 par DEKRA mentionne l'absence de matériaux amiantés.

2.3.2.1 Hydrocarbures aromatiques polycycliques (HAP) et Amiante enrobés

- Compte tenu que les enrobés présents doivent être découpés et enlevés, une recherche de matériaux dangereux dans les enrobés périphériques doit être réalisée (HAAP, Amiante)

3 MESURES GENERALES DE SALUBRITE

3.1 VRD Primaires

3.1.1 Alimentation en énergies et fluides

- Les besoins en fluides seront repris sur l'existant.
- Les installations électriques temporaires devront être vérifiées par un organisme agréé. [Article R. 4226-21 du Code du travail, cet article fait référence à l'Arrêté du 26 décembre 2011 relatif aux vérifications ou processus de vérification des installations électriques ainsi qu'au contenu des rapports correspondants (Voir article 4 et Annexe IV)]. L'attestation de vérification sera transmise au coordonnateur SPS.

3.2 Installations de chantier – Cantonnement

3.2.1 Plan d'installation (PIC)

- Le **Lot TERRASSEMENTS** fournira un plan d'installation de chantier (PIC) avant démarrage des travaux sur lequel devra apparaître :
 - Clôtures de chantier,
 - Entrées et sorties du chantier, (piétons et véhicules)
 - Panneau de chantier,
 - Cantonnements,
 - Armoire générale électrique de chantier,
 - Aires de stockage,
 - Aires de stationnement,
- Le PIC sera composé d'autant de phases que nécessaires.

3.2.2 Dimensionnement/Équipement

- Les installations de chantier sont mises à disposition par le Maître d'Ouvrage dans le bâtiment existant : salle de repas et sanitaires.

3.3 Réseaux de distribution

3.3.1 Réseaux électriques

3.3.1.1 Coffrets de répartition (à la charge du Lot ÉLECTRICITE)

- Des coffrets de distribution équipés de PC seront installés et devront être positionnés de manière à permettre le raccordement des outillages avec un prolongateur n'excédant pas 25 mètres.
- Les armoires fermeront à clefs. Les câbles chemineront en aérien. En cas d'impossibilité, les câbles cheminant au sol seront protégés mécaniquement.
- Ces installations seront maintenues en bon état.
- L'alimentation électrique générale de chantier est mise à disposition par le Maître d'Ouvrage en limite de parcelle dès le début des travaux.

3.3.1.2 Réseaux téléphoniques

- Les téléphones GSM pourront être utilisés pour le fonctionnement du chantier et pour l'appel des secours à la condition que les opérateurs des intervenants couvrent la zone chantier. Sinon, l'installation d'une ligne téléphonique fixe sera obligatoire.

3.3.2 Réseaux d'eau

3.3.2.1 Alimentation générale

- L'alimentation générale d'eau sera reprise sur l'existant.

4 MESURES GENERALES DE COORDINATION

4.1 Planification

- Un planning détaillé a été doit être communiqué à **C SPS Prévention** pour information.
- Le planning de l'opération sera établi afin d'éviter toute coactivité et travaux en superpositions de tâches par zone.

4.2 Accès chantier

4.2.1 Clôtures de chantier (à la charge du Lot GROS ŒUVRE)

- Une clôture continue sera mise en place autour des zones chantier/Stockage dès le début des travaux de et jusqu'à la fin du chantier.
- Cette clôture sera composée d'éléments grillagés types Héras sur plots béton, solidarisés entre eux par colliers vissés.
- Des portails, avec gonds et roulettes, fermant à clefs (chaîne et cadenas à code) seront installés pour l'accès des véhicules
- Le chantier devra être clos en permanence pour toutes les phases du projet.

4.2.2 Signalisation

- Le **Lot GROS ŒUVRE** mettra en place le panneau de chantier et la signalisation avant démarrage des travaux.
- Sur le Panneau de chantier devra apparaître, tous les intervenants, sous-traitants compris, au fur et à mesure de leur désignation.
- Le **Lot GROS ŒUVRE** fixera les panneaux réglementaires de sécurité sur toute la périphérie des clôtures de chantier :
 - "CHANTIER INTERDIT AU PUBLIC"
 - "PORT DU CASQUE OBLIGATOIRE"

4.2.3 Identification des intervenants

- Le personnel déclaré et travaillant sur site devra pouvoir être identifié par tout moyen au choix des entreprises, soit par les casques, les vêtements, des badges ou autre.
- En outre, chaque salarié devra être en possession de sa « carte d'identification professionnelle des salariés du bâtiment et des travaux publics » (Décret n° 2016-175 du 22 février 2016)

4.2.4 Visites de chantier par des tiers

- Les visites de chantier par des tiers sont interdites, sauf accord préalable du Maître d'œuvre, de l'Entreprise générale et du CSPS. Dans ce cas, dans les zones visitées, les travaux devront être suspendus et/ou adaptés selon les phases de travaux.
- Toutes les personnes intervenantes tant pour des travaux que pour des visites de chantier ou réunions de chantier sont tenues d'être équipées d'EPI adaptés (casques, chaussures de sécurité, gants, lunettes, etc.). En cas de non-respect, ces personnes pourront voir leur accès interdit par toute personne présente sur site.

4.2.5 Circulations des véhicules

4.2.5.1 Aire de stationnement

- Une aire de stationnement des véhicules chantier sera étudiée lors de la rédaction du PIC.
- Dans le cas où le stationnement serait réduit, les véhicules d'entreprises et autres devront être stationnés à l'extérieur du site.
- Les engins de chargement et déchargement devront :
 - Être accompagnés depuis la voie publique l'entrée du site si aucune voie spécifique au chantier n'est réalisée.
 - Posséder un signal sonore de recul/caméra de recul en fonctionnement.
- Les véhicules ne possédant ces équipements devront être exclus du site par les entreprises accueillantes ou utilisatrices de ces véhicules.
- Les véhicules seront garés en marche arrière afin de réduire les risques de heurt de personne.

4.2.6 Livraisons

Documents utiles :

- Recommandation CNAM R.476 - janvier 2016
- Brochure INRS ED 6145 « arrimage des charges sur véhicules routiers » - Mars 2013
- Le DHOL : Document Harmonisé d'Organisation des Livraisons - recommandation de la CNAM.

4.2.7 Aire de livraisons

- Les aires de livraisons devront être stabilisées. Leurs emplacements seront mentionnés sur le PIC.
- Dans le cas où les aires de livraisons sur la parcelle ne suffiraient pas, une aire de livraison devra être trouvée à l'extérieur du chantier, sur le domaine public, en application des règles administratives en vigueur. Cette aire devra être clôturée par palissade opaque et portail fermant à clef.
- Les entreprises effectuant des livraisons ne participent pas à l'acte de construire. Elles sont considérées comme des prestataires extérieurs au chantier (circulaire du 10 avril 1996).
- Ces entreprises ne sont donc pas concernées par le PPSPS. Cependant, elles sont susceptibles lors des opérations de livraison de faire apparaître des risques qui doivent être pris en compte. Chaque entreprise du chantier doit donc prévoir ses livraisons de matériaux dans son propre PPSPS. Le Coordonnateur est, quant à lui, chargé d'harmoniser les PPSPS des différentes entreprises intervenant sur le chantier, au sein du PGC. (Article R.4532-13 et R.4532-44).

4.2.8 Circulations verticales des piétons

4.2.8.1 Escaliers

- Sans objet.

4.2.9 Échelles

- Les échelles d'accès sont autorisées ponctuellement pour des accès de courte durée.
- Toutes les échelles qui seront utilisées devront être attachées en tête, stabilisées en pied et dépasser d'au moins un mètre du niveau à atteindre.

Cf. : Code du Travail Article R. 4323-84.

4.2.10 Nacelles

- Les nacelles sont des plateformes de travail qui ne doivent pas être utilisées comme moyens d'accès.
- Leur surface d'évolution doit être balisée.

4.3 Nettoyage et évacuation des déchets

4.3.1 Nettoyage

- Les entreprises sont tenues, chacune pour ce qui les concerne, d'effectuer le nettoyage de leur zone de travail.
- Les installations et les abords de chantier seront tenus dans un état de propreté constant.
- La voirie devra être nettoyée quotidiennement, notamment lors des phases de Terrassements et de Gros Œuvre.
- Chaque entreprise veillera à ce qu'aucun gravats et déchets ne puissent se trouver en dehors de l'enceinte du chantier.

4.3.2 Évacuation des déchets

- Chaque entreprise fera son affaire de l'évacuation régulière de ses déchets.
- Les entreprises sont tenues, chacune pour ce qui les concerne, d'évacuer au quotidien leurs gravats, chutes, emballages.

4.4 Stockage et entreposage de matériels et matériaux

4.4.1 Zones dans l'enceinte du chantier

- Les stockages ne devront en aucun cas être entreposés sur les circulations.
- Les matériaux légers seront lestés et arrimés afin d'éviter leur envol.
- Les matériaux à risque seront stockés à l'écart avec une signalisation de danger adaptée.
- Les matériaux inflammables et volatiles seront approvisionnés dans la limite des besoins quotidiens et leur stockage sera interdit sur le chantier.
- Des zones de stockage suffisamment grandes, planes avec un sol stabilisé seront prévues sur le chantier.
- En cas d'absence de zone de stockage, les approvisionnements se feront en flux tendu, pour les besoins quotidiens.

4.5 Manutentions et approvisionnements

4.5.1 Grues

- Aucune grue prévue. Les travaux ne nécessitent pas la mise en place de grues pour l'ensemble du projet.

4.5.2 Moyens propres à chaque lot

- Les entreprises ayant recours à une grue mobile devront déclarer le prestataire comme sous-traitant.
- Dans le cas où il y aurait nécessité d'accrocher des treuils à l'ouvrage, ceux-ci doivent faire l'objet d'une demande d'autorisation au Maître d'œuvre et signalés au Coordonnateur SPS.

- Les entreprises doivent préciser dans leur PPSPS, les moyens de manutention qui leur sont nécessaires (amenées de grues mobiles, chariot élévateur, etc.) et les besoins complémentaires d'emprises au sol nécessaires.

4.5.3 Prévention des risques de maladies professionnelles

- Le personnel intérimaire doit avoir avec son contrat de travail, l'attestation médicale d'aptitude au poste de travail pour lequel il va être employé. En tout état de cause le certificat médical ne doit pas comporter d'inaptitude au travail en hauteur ou/et au port de charges lourdes

Air :

- Port du masque en cas d'alerte gaz, de sciage. Ventiler les zones fermées.
- Éviter la production de poussière, vapeur, produits irritants ou toxiques.

Bruit :

- Utilisation de casque antibruit pour travaux de démolition.
- Sciage, perçage, fixation par pistolet.
- Limiter l'utilisation d'appareils vibrants, percutants.
- Prévoir des appareils insonorisés.

Conditions de travail :

- Adapter les conditions de travail en fonction des conditions atmosphériques.
- Respecter la réglementation en vigueur, les horaires.
- Limiter les charges transportées manuellement.

Circulation :

- Utiliser les zones de non-circulation par les engins.
- Balisage interne, externe. Respect des règles de circulation et du code de la route.
- Protection collectives et cheminements entretenus.

Hygiène :

- Porter des vêtements adaptés.
- Utilisation des installations des cantonnements.
- Prévoir sanitaires, vestiaires, réfectoires en bon état de salubrité.

Matériaux :

- Stockage des matériaux nocifs ou dangereux dans des locaux fermés à clef.
- Fournir fiche sécurité et conditions d'emploi.

Agressions cutanées :

- Port des E.P.I. (vêtements, gants, masques, etc..).
- Manutention de ciment, asphalte, etc.

Maladies infectieuses :

- Port des E.P.I.

Outillage :

- Matériel agréé et utilisateur habilité.

Ambiance :

- Éviter la production de poussières, vapeurs, produits irritants et / ou toxiques.

Manutention :

- Limiter les charges transportées manuellement.

4.6 Réseaux de distribution en énergie

4.6.1 Ventilation des locaux en phase chantier

- L'entreprise qui génèrera des poussières ou utilisera des produits chimiques (peintures, résines, solvants, baguettes de soudure, etc.) nocifs pour l'organisme par inhalation aura en charge l'installation et l'entretien des équipements de traitement d'air provisoire afin d'assurer la ventilation des locaux et l'extraction des poussières ou des vapeurs générées et permettre l'intervention des personnels dans de bonnes conditions d'hygiène et de sécurité.
- Le constat d'une mauvaise ventilation par le MOE ou le Coordonnateur SPS aura pour conséquence l'évacuation de la zone impactée.

5 MESURES PARTICULIERES DE COORDINATION

5.1 COVID 19

Ce Paragraphe fait exclusivement référence au Guide de recommandations de l'OPPBTP, qui a reçu l'agrément des ministères de la Transition écologique et solidaire, de la Ville et du Logement, des Solidarités et de la Santé, et du Travail. Des mises à jour peuvent être réalisées. Les intervenants doivent se référer au lien suivant afin d'être certains d'être en possession de la dernière version :

<https://telechargement.preventionbtp.fr/file/GUIDE-DE-PRECONISATIONS-COVID-19-OPPBTP.pdf>

- Les entreprises demeurent responsables de la sécurité et de la santé de leurs salariés et assurent la mise en place, et le contrôle de l'application des mesures mentionnées dans leur PPSPS.
- Ce PPSPS devra mentionner les modes opératoires pour éviter toute contamination des salariés par le virus doit être transmis au CSPS, et également transmis au médecin du travail pour avis.
- Si néanmoins, plusieurs entreprises interviennent sur site simultanément, une planification par zone avec cheminement devra être mise en place par le Maître d'Œuvre. Outre le nettoyage quotidien de l'ensemble de la base vie par le lot responsable, il lui sera également demandé de mettre en place : fiche de suivi de présence dans les réfectoires en cas de cas positif à archiver sur 3 semaines, mise en place d'un désinfectant et d'essuie tout, marquage des tables afin d'éviter le face à face et de respecter une distance d'au moins d'un mètre entre personne.
- **Le Lot GROS ŒUVRE** mettra à disposition le consommable nécessaire à la désinfection : essuie main et essuie tout, gel hydro alcoolique et désinfectant.
- Il sera demandé à chaque intervenant de désinfecter lui-même, avant et après chaque passage de tous les points de contact dans les locaux utilisés et sanitaires.
- Dans le cas où une désinfection quotidienne ou biquotidienne serait recommandée par les organismes de prévention et/ou l'état, cette prestation serait **à la charge du Lot responsable de l'entretien de la base vie**.
- Dans la mesure du possible, identification et affectation des équipements, outils, engins, matériels à utilisateur unique. Si impossibilité, mise en place du nettoyage à chaque changement d'utilisateur, pour ces équipements.
- Informer les salariés du droit de retrait.
- **Dans le cas où les mesures de préventions mentionnées dans le guide de l'OPPBTP ne pourraient être mises en place, les travaux devraient être stoppés immédiatement.**

5.2 Protections individuelles

- Chaque intervenant utilisera les Équipements de Protection Individuelle, fournis par son employeur. Ces EPI (chaussures, gants, lunettes, masque, etc.) seront adaptées aux travaux à réaliser et aux produits utilisés (fiche de données de sécurité – FDS).
- Attention, les EPI, contre les chutes de hauteur ne sont autorisés que dans le cas de travaux de courte durée (< 2h) ou dans le cas où la mise en place de protections collectives serait matériellement impossible ou nécessiterait la mise en danger de l'intervenant.

5.3 Interdiction de fumer

- Depuis le 1er février 2007, il est interdit de fumer dans tous les lieux de travail fermés et couverts. Les chantiers de Bâtiment en extérieur, qui par nature échappent à cette définition, ne sont donc pas concernés, sauf consignes particulières.
- Cette règle qui concerne les salariés des activités de gros œuvre (structure métallique, charpente, couverture, maçonnerie...), trouve vite ses limites pour les salariés de second œuvre où l'exécution des travaux dans des lieux clos et couverts, impose d'édicter une interdiction de fumer.
- Compte tenu des risques en présence, il est strictement interdit de fumer dans les bâtiments, dès que les menuiseries extérieures sont posées.
- Cette interdiction doit également s'appliquer dans tous les cantonnements, ainsi que dans les cabines des engins de chantier et les véhicules mis à la disposition par l'entreprise qui servent au transport collectif des salariés ou à la livraison de matériaux.

5.4 Travaux en hauteur

- Tous les travaux en hauteur devront être réalisés depuis des plateformes de travail équipées de garde-corps et d'échelles d'accès. À préciser dans les PPSPS.
- Les zones situées à l'aplomb des postes de travail devront être balisées et neutralisées.
- Le travail à l'échelle est interdit.

5.5 Travaux superposés

- Les travaux superposés seront strictement interdits, sans avoir mis en place toutes les protections efficaces nécessaires afin de supprimer les risques découlant.
- Quel qu'en soit l'origine, le titulaire du lot mettra en place les mesures de protection nécessaires et en assurera l'entretien et le démontage.
- Si l'origine vient de la configuration des locaux ou de la nature des prestations, le ou les lots réalisant les travaux le plus en hauteur mettront en place les protections nécessaires.
- Si l'origine, d'une superposition ponctuelle est liée à un retard, le titulaire du lot en retard mettra en place les protections nécessaires à la sécurité des autres lots.

5.6 Travail isolé

- Travailler de façon isolée, c'est réaliser seul, une tâche dans un environnement de travail où l'on ne peut être vu ou entendu directement par d'autres personnes, et où la probabilité de visite est faible.
- En cas d'accident, l'absence d'assistance fait qu'il est dans tous les cas un facteur d'aggravation des dommages pour le salarié.

- En raison de la grande diversité de situations rencontrées, le code du travail confère à l'employeur le pouvoir et la responsabilité :
 - D'identifier les situations d'isolement physique,
 - D'apprécier l'opportunité de prendre en considération ces situations et d'y remédier,
 - De déterminer les mesures appropriées à leur prévention.
- Le travail isolé est donc interdit, excepté si des mesures spécifiques efficaces sont mises en place pour assurer la sécurité du travailleur isolé et que ces mesures sont transmises au CSPS et validées par lui.

5.7 Travaux sur des Installations ou au voisinage d'Installations Électriques

5.7.1 L'habilitation électrique

- Les opérations dans les locaux électriques, sur les installations électriques ou dans leur voisinage ne peuvent être effectuées que par des **travailleurs habilités**. « **Art. R. 4544-9 du Code du Travail** »
- L'habilitation est la reconnaissance, par l'employeur, de la capacité d'une personne placée sous son autorité à accomplir, en sécurité vis-à-vis du risque électrique, les tâches qui lui sont confiées.
- Un système de classification défini par la Norme **NF C 18-510** répertorie les différents niveaux d'habilitations en fonction du domaine de tension et de la nature de l'opération.
- **L'habilitation** est obligatoire pour :
 - effectuer toutes opérations sur des ouvrages ou des installations électriques ou dans leur voisinage,
 - surveiller les opérations sur des ouvrages ou des installations électriques ou dans leur voisinage,
 - accéder sans surveillance aux locaux et emplacements d'accès réservé aux électriciens.

5.7.2 Les locaux ou emplacements à risque spécifique électrique

- Une habilitation correspondant au type d'installation et au type d'intervention est requise pour toute activité dans les locaux ou emplacements contenant des parties d'OUVRAGE ou d'INSTALLATION comportant des pièces nues susceptibles d'être sous tension et accessibles dans lequel au moins l'une des conditions ci-après existe :
 - La protection contre les contacts directs n'est pas assurée par construction (en basse tension seulement),
 - La protection contre les contacts directs est assurée par ELOIGNEMENT, ce mode de protection pouvant être annulé par une personne ignorant le risque,
 - La protection contre les contacts directs est assurée par OBSTACLE, ce mode de protection pouvant être contourné par une personne ignorant le risque.

5.7.3 Qui est concerné ?

- L'ensemble des corps d'état intervenant dans ces locaux électriques ainsi que tous les représentants de la Maîtrise d'ouvrage, la Maîtrise d'œuvre, les contrôleurs et CSPS, et d'une manière générale toutes les personnes ayant besoin de pénétrer dans ces locaux.
- Les personnes n'ayant pas l'habilitation ont interdiction de pénétrer dans ces locaux.

5.7.4 Document utile

- Brochure INRS ED 6127
- Code du Travail Art. R. 4544-9 à 11
- NF C 18-510

5.8 Travaux de Terrassement

5.8.1 Aménagement des talus

- Toutes les fouilles en tranchées devront systématiquement avoir une parfaite tenue. Des blindages seront mis en place ou des talutages seront réalisés et cela pour des profondeurs inférieures à 1m30 si nécessaire.

5.8.2 Épuisements

- L'entreprise réalisera l'épuisement des eaux de pluie, d'infiltration ou de ruissellement par la mise en œuvre d'ouvrages provisoires, tel que rigoles, puisards, pompage, etc.

5.9 Travaux de VRD

5.9.1 Aménagement des fonds de fouilles

- Les fouilles devront être balisées en périphérie et protégées contre tout risque de chute.

5.9.2 Protection fosses et regards

- Les fosses et regards seront balisés pendant leur exécution.
- Les fosses et regards dont l'une des dimensions est supérieure à 0.80 mètre, devront être protégés au moyen de garde-corps complets ou de barrières pendant leur exécution.
- Les tampons et grilles définitifs seront posés dès l'exécution des regards et caniveaux pour faciliter les circulations.
- Pour entraver au minimum les accès aux bâtiments, les fouilles seront remblayées à l'avancement de la pose des réseaux.
- Les cheminements piétons au-dessus des fouilles seront équipés de passerelles de franchissement avec garde-corps.

5.9.3 Enrobés

- Lors de leur manipulation, risque de projection, contact cutané, irritation, brûlure chimique de la peau et des yeux, inhalation. Les intervenants s'équiperont des vêtements de travail en coton couvrant les bras et les avant-bras et des gants adaptés. Pantalons par-dessus les bottes ou les chaussures montantes, ainsi que d'EPI appropriés.

5.10 Travaux de Fondations

5.10.1 Aménagement des fonds de fouilles

- Les fonds de fouilles devront être balisés en périphérie et protégés contre tout risque de chute.
- Les gros bétons seront coulés à l'avancement.

5.10.2 Protections des aciers

- Les aciers en attente seront protégés par bouchons ou par crosses.

5.11 Travaux de Gros œuvre

5.11.1 Mise en œuvre

- La préfabrication et l'utilisation de béton prêt à l'emploi seront privilégiées pour faciliter la mise en œuvre et limiter les encombrements. (Cela implique une aire de déchargement et de stockage spécifique et le guidage des fournisseurs sur site)

5.11.2 Protection des aciers

- Les aciers en attente seront protégés par bouchons ou par crosses

5.12 Travaux de Dallage

5.12.1 Mise en œuvre

- Pour limiter les nuisances à l'intérieur des bâtiments le **Lot GROS ŒUVRE** prévoira la livraison du béton par camions équipés de tapis ou de pompes à béton. La réalisation avant pose de la dalle haute est à préférer.

5.13 Travaux des lots techniques

5.13.1 Modes opératoires

- Tous les travaux en hauteur devront être réalisés depuis des plateformes de travail sécurisées.
- Pour les travaux en tranchées, l'entreprise s'assurera de la sécurisation des parois des fouilles avant son intervention.
- Aucune réservation ne pourra être laissée ouverte.

5.14 Travaux de structure métallique

5.14.1 Accès

5.14.2 Approvisionnement-Manutention

- Dans le cas où le **Lot SERRURERIE** prévoirait son propre moyen de manutention, il devra en informer le CspS et le mentionner dans son PPSPS.

5.14.3 Mode opératoire et protections

- Les travaux de déchargement et de pose se feront en dehors de la présence des autres corps d'état sous la zone de montage. Cela implique le balisage et la neutralisation des zones situées à l'aplomb des postes de travail en hauteur par le **Lot SERRURERIE**.
- La pose des éléments de charpente se feront depuis des plateformes de travail équipées de garde-corps.
- Le **Lot SERRURERIE** précisera dans son PPSPS le mode de prévention retenu pour réaliser les travaux d'assemblage en hauteur (nacelle, PIRL, échafaudage, etc.)

5.15 Travaux de Couverture

5.15.1 Accès

- Le **Lot COUVERTURE** mettra en place ses propres accès en toiture.
- Les utilisateurs de l'échafaudage s'assureront que l'équipement a bien fait l'objet d'un contrôle par le lot ayant réalisé l'installation.

5.16 Approvisionnement-Manutention

- Le **Lot COUVERTURE** devra s'assurer de la neutralisation des zones situées à l'aplomb du cheminement de la charge.

5.16.1 Protections en bas de pente et en rive

- Le **Lot SERRURERIE** mettra en place des protections périphériques à partir de nacelle ou échafaudage (À décrire dans son PPSPS) et avant toute intervention en toiture.

5.16.2 Protections en sous face

- Un filet de protection sera installé sous les parties de charpente implantée à l'aplomb d'un vide.
- Les filets en sous faces de toiture sont posés en une seule fois sous toute l'emprise de la toiture.
- Les filets ne devront pas servir à entreposer les emballages et déchets divers.
- Il sera obligatoirement transmis au CSPS, le PV de réception des filets en sous-face.

5.17 Travaux de Cloisons –Doublages

5.17.1 Découpes

- Toutes les coupes de plaque de plâtres devront être réalisées manuellement ou au moyen d'une scie électrique équipée d'un système d'aspiration adapté afin de limiter au maximum la propagation des poussières.

5.18 Travaux de revêtements durs

5.18.1 Chape – Mise en œuvre

- Les bétonnières à moteur thermique seront interdites à l'intérieur du bâtiment.
- En cas de chape malaxée sur place, le **Lot CHAPE** ou **Lot CARRELAGE** fera part de ses besoins de stockage pour le malaxeur, le sable et le liant.
- En aucun cas, cela sera installé au droit des entrées de bâtiments.

5.18.2 Découpe

- Les coupes de faïences et de carrelages par voies humides seront privilégiées pour éviter la propagation de poussières dans le bâtiment et générer des nuisances pour les travailleurs / les occupants.

5.18.3 Limitation des poussières

- Toutes les coupes seront faites manuellement ou à l'aide de matériels récupérant les poussières générées.

- Pour les carrelages, les découpes seront faites sous voie humide.
- Les travaux de découpe à la disqueuse seront limités et faits à l'extérieur des bâtiments.
- Dans tous les cas, des écrans pare éclats doivent être installés pour tous les travaux de découpes générant des projections de particules.

5.19 Travaux en limite du domaine public

5.19.1 Mode opératoire

- Tous les travaux de clôture en limite de voie publiques devront être réalisés sous clôture Travaux en limite de parcelle adjacente
- La sécurité des occupants des parcelles voisines, sera assurée par la mise en place de clôtures ou autres moyens adaptés, chez le voisin, décalé de l'aplomb du poste de travail mitoyen à risque, en tenant compte des courbes de chutes.

5.20 Travaux en rive de plancher

5.20.1 Garde-corps provisoires en rive de plancher

- Les garde-corps provisoires sur tous les vides seront installés à l'avancement des travaux. Ces garde-corps comporteront lisse, sous lisse et plinthes.

5.21 Travaux en espaces confinés

Les entreprises devront se référer aux documents mentionnés ci-dessous et si besoin, après analyse de leur part, à tout document complémentaire :

INRS 2020 – Espaces confinés www.inrs.fr/risques/espaces-confinés

Brochure INRS ED 967 – juillet 2006 – Les espaces confinés

Fiche prévention OPPBTP – 12 F 02 12 – Conditions de travail dans les vides sanitaires

Un vide sanitaire peut être considéré comme espace confiné ; faible hauteur, accès difficile, mal ventilé, souvent sans éclairage.

Dans ces espaces confinés, les risques générés par une atmosphère appauvrie en oxygène, toxique ou explosive sont souvent la cause d'accidents graves ou mortels. Il faut que le personnel soit formé aux dangers liés aux activités réalisées dans ces volumes pour intervenir.

Toute intervention dans un espace confiné doit être précédée d'une analyse approfondie des risques. Celle-ci permettra de définir les mesures de prévention et de protection à mettre en œuvre.

Principaux risques :

- Atmosphère qui ne se renouvelle pas facilement, déficiente en oxygène,
- Présence de gaz ou de vapeurs toxiques,
- Explosion ou incendie,
- La personne exposée ne peut pas évacuer rapidement les lieux si elle ressent des difficultés,
- Présence d'animaux,
- Maladie : la leptospirose, également appelée maladie des rats ou maladie des égoutiers,
- etc.

Procédure de travail et plan d'intervention des secours

Ces risques devront être évalués dans le cadre de l'élaboration d'une procédure de travail en prenant en compte le problème lié à la difficulté de porter secours et d'évacuer une victime.

Une attention particulière devra donc être apportée à l'élaboration du plan d'intervention des secours mentionné dans le PPSPS des entreprises.

Principales causes des accidents

- Une analyse des risques inexistante ou insuffisante,
- Un défaut de communication d'informations avec le MOA et les autres intervenants,
- Un éclairage inexistant, ou insuffisant, ou inadapté,
- Les risques liés au process,
- Les risques non identifiés de réactions chimiques entre substances incompatibles ou de fermentation des déchets végétaux, animaux, ménagers, boues...
- Une insuffisance du contrôle d'atmosphère avant et pendant l'intervention,
- Des consignations ou des mises en sécurité d'installations inadaptées,
- Des équipements de protection inadaptés,
- Un manque de communication entre opérateurs,
- Une insuffisance d'encadrement et de suivi des travaux,
- Une formation insuffisante du personnel évoluant dans ces espaces,
- Une absence de procédures concernant les mesures à prendre en cas d'incident ou d'accident,
- Les défauts d'organisation, de consignation, de préparation des interventions, la mauvaise connaissance de l'état des installations ou l'usage d'outils inadaptés favorisent les accidents.

Prévention des risques

L'identification et la prévention de ces risques nécessitent :

- Une reconnaissance des lieux,
- Une véritable analyse préalable tenant compte des conditions particulières créées par l'intervention,
- Une bonne connaissance des procédés mis en œuvre,
- Une appréciation des matières que l'on peut trouver et les réactions chimiques ou biologiques auxquelles ces matières peuvent donner naissance,

Organisation de l'intervention

Pour que les travaux se déroulent dans de bonnes conditions, cela suppose que :

- Un **responsable** soit désigné,
- Un **plan de prévention** de tous les risques (appauvrissement en oxygène, gaz délétères, atmosphère explosive, noyade, ensevelissement, présence d'animaux...) soit établi,
- Des **procédures spécifiques d'intervention en espaces confinés** soient mises au point,
- Des **instructions adaptées** soient arrêtées et explicitées aux intervenants,
- Un surveillant extérieur soit désigné et une bonne coordination des travaux dans l'espace et dans le temps soit assurée en tenant compte du fait que les intervenants peuvent ne pas être en contact visuel avec l'extérieur,

- Les installations ou les équipements dangereux soient **consignés**,
- Une **aération ou une ventilation renforcée** soit mise en place,
- Les intervenants devront disposer de détecteurs de gaz avec alarme, fiables, régulièrement étalonnés et contrôlés,
- Les intervenants disposent de **moyens de protection adaptés** (masques auto-sauveteurs, appareils respiratoires, dispositifs de protection contre les chutes de hauteur...),
- Le **bon fonctionnement de tous les équipements de protection ou de contrôle** soit vérifié avant l'opération,
- Les **intervenants soient formés** et aient reçu une **autorisation de travail en espaces confinés**,
- Un **permis de pénétrer** ait été établi, informant en particulier les intervenants des dangers inhérents aux installations et aux matières ainsi qu'à la configuration particulière des lieux,
- Les **mesures à prendre en cas d'incident ou d'accident** soient arrêtées et communiquées aux intervenants.

Pour toutes les interventions dans un espace confiné, le rôle de l'encadrement est essentiel pour limiter les risques.

Il doit être impliqué dans l'ensemble des opérations, de la préparation de l'intervention jusqu'à son achèvement, déconsignation et remise en service des installations comprises.

Concernant l'éclairage de secours, chaque intervenant devra être équipé de lampes frontales de chantier (vérifiées) en plus de l'Équipement d'éclairage de l'ensemble du Vide sanitaire en phase chantier

5.22 Risques spécifiques produits dangereux

- En cas d'utilisation de produits dangereux, l'entreprise utilisatrice devra fournir la fiche de sécurité (FDS) de ce produit et le signaler au Coordonnateur SPS.

5.23 Réseaux divers

- Le **Lot TERRASSEMENT** se référera aux DICT pour s'assurer qu'il n'existe pas de réseaux privés ni de réseaux de concessionnaires dans l'emprise des travaux.

5.23.1 Mode opératoire

- Si un repérage par géo radar ou autre procédé n'est pas réalisable, le repérage se fera manuellement après consignation des réseaux.

5.24 Risque incendie

Pour tout travail par points chauds :

- Le Maître d'œuvre déclenchera la procédure de permis de feu dès le début des travaux.
- La procédure de permis de feu sera mise en place 24h avant chaque intervention par points chauds et sera à renouveler journalièrement.
- Un extincteur adapté aux travaux et appartenant à l'entreprise intervenante, devra être présent sur chaque poste de travail par points chauds.
- Une veille de surveillance à réaliser pendant 2 heures au moins après l'arrêt des travaux (Cf. Brochure INRS ED 6030).

5.24.1 Définition de « Travaux par points chauds »

- Les travaux par points chauds regroupent :
 - Les opérations d'enlèvement de matières ou de désassemblage (découpage, meulage, ébarbage ...)
 - Les opérations d'assemblage (soudure) ou d'étanchéité (bitume).

5.24.2 Permis de feu

- Le permis de feu est un document autorisant l'exécution de travaux par points chauds. Il a pour but de prendre toute mesure de prévention contre les risques d'incendie ou d'explosion à l'occasion de travaux et de définir les moyens et mesures nécessaires pour prévenir et lutter contre tout début d'incendie.
- Le permis de feu est établi pour une seule entreprise, sur une zone et une période donnée.
- Il doit être renouvelé à chaque changement de surveillant de travaux ou de méthode de travail.

5.24.3 Documents utiles

- Brochure INRS ED 6030 révisée en août 2019
- https://www.preventionbtp.fr/ressources/documentation/outil/le-permis-de-feu-a-etablir-avant-tous-travaux-par-points-chauds_Shzp2vukxTi44Uwfuo4oKQ

6 ORGANISATION DES SECOURS

6.1 Moyens de secours

- Chaque entreprise disposera d'une trousse de premier secours pour son personnel.
- Une trousse de secours commune sera laissée dans la base vie par le **Lot GROS ŒUVRE** et sera vérifiée toutes les semaines.
- Les téléphones portables seront autorisés pour l'appel des secours : **faire le 112, à la condition que les opérateurs des intervenants couvrent la zone chantier. Sinon, l'installation d'une ligne téléphonique fixe sera obligatoire.**

6.2 Sauveteurs secouristes du travail

- Les secouristes du travail seront identifiés par un signe distinctif.

7 MODALITES DE COOPERATION ENTRE INTERVENANTS

7.1 Coordonnateur en Sécurité et Protection de la Santé

7.1.1 Rôle du Coordonnateur SPS

Cf. : Code du Travail – Art R. 4532-11 à R. 4532-16

- Le rôle du Coordonnateur SPS en termes de coordination de chantier consiste à éviter ou limiter les risques issus des interférences simultanées ou successives entre les entreprises ou provenant du ou de l'environnement du chantier.

7.1.2 Autorité

Cf. : Code du Travail – Art R. 4532.6, R. 4532.8, R. 4532-22

- Afin que soient mises en œuvre les mesures utiles à la prévention des risques, le Maître d'Ouvrage autorise Le Coordonnateur SPS à communiquer directement au Maître d'Œuvre et à tout autre intervenant sur le chantier ses observations ou notifications.
- En cas de difficultés, le Coordonnateur avertit le Maître d'Ouvrage afin que celui-ci prenne les dispositions qu'il estime justifiées.
- Dans ses interventions, Le Coordonnateur SPS ne dispose d'aucun pouvoir de commandement à l'égard du personnel des entreprises et ne se substitue pas à celle-ci en ce qui concerne l'exécution des mesures de sécurité qui leur incombent.
- Lorsque dans le cadre de sa mission, Le Coordonnateur détecte un danger grave et imminent menaçant directement la sécurité des travailleurs, il est autorisé à demander aux intervenants de prendre les mesures nécessaires pour supprimer le danger et notamment d'arrêter tout ou partie du chantier. La notification des demandes est consignée au registre journal. Les reprises de chantier, décidées par le Maître d'Ouvrage, après avis du Coordonnateur SPS et du Maître d'Œuvre, sont également consignées dans le registre journal.

7.2 Concertation et informations entre les entreprises

7.2.1 Inspection commune (INC)

Cf. : Code du Travail – Art R. 4532.13 et R. 4532.14

- Le Coordonnateur SPS procédera à une visite d'inspection commune avec toute entreprise titulaire ou sous-traitante, préalablement à l'élaboration de son PPSPS finalisé et à son intervention sur le chantier. Au cours de cette visite d'inspection commune, sont en particulier précisées en fonction des caractéristiques des travaux que cette entreprise s'apprête à exécuter :
 - Les consignes à observer et à transmettre,
 - Les observations particulières de sécurité et de santé pour l'ensemble de l'opération.
- L'entreprise devra avoir transmis néanmoins son projet de PPSPS avant la visite d'inspection commune.
- Cette visite d'inspection commune doit avoir lieu au minimum deux semaines avant le début de l'intervention de l'entreprise sur site.
- Il appartient à l'entreprise de signaler par écrit (mail) de sa date d'intervention et de solliciter cette visite deux semaines avant son intervention.

7.2.2 Sous-Traitance

Cf. : Code du Travail – Art R. 4512-1

- Toutes les entreprises titulaires et sous-traitantes informeront le coordonnateur SPS de toute sous-traitance de leurs travaux.
- Le Maître d'ouvrage transmettra au Coordonnateur SPS une copie de l'agrément du sous-traitant.
- Les sous-traitants participeront à une inspection commune préalable et remettront un PPSPS avant le début des travaux.
- Le coordonnateur se réserve un délai de deux semaines pour organiser une visite d'inspection commune avec les sous-traitants.
- Aucune visite d'inspection commune n'aura lieu si le CSPS n'est pas en possession de l'agrément de sous-traitance validé par le Maître d'ouvrage et en possession du Projet de PPSPS de l'entreprise sous-traitante.
- Bien que l'entreprise Titulaire reste responsable de l'accueil, de la sécurité, de la prise de rendez-vous pour la visite d'inspection commune, de la validation du PPSPS de son sous-traitant avant transmission au CSPS, le Coordonnateur SPS demeure en droit d'interagir directement avec le sous-traitant pour tout ce qui concerne la sécurité et l'hygiène sur le chantier.

7.2.3 Travailleurs indépendants et locatiers

- Les travailleurs indépendants participeront à une inspection commune préalable et remettront un PPSPS avant le début des travaux.
- Sauf exception précisée ci-avant, les locatiers ou locateurs interviendront sous la responsabilité de l'entreprise utilisatrice. Ils ne sont pas soumis à l'inspection commune préalable mais ils doivent appliquer les dispositions prévues pour l'entreprise donneuse d'ordre. Afin de s'assurer qu'ils ont bien été informés des risques et mesures de prévention à mettre en place, l'entreprise titulaire leur fera signer un livret d'accueil reprenant les risques et mesures de prévention à appliquer. Une copie sera transmise au Coordonnateur SPS pour information.

7.2.4 Personnel étranger

- En cas de présence de personnel étranger ne parlant pas ou parlant mal le français : personnel employé par l'entreprise, en sous-traitance ou entreprise mandataire, l'entreprise devra assurer la présence permanente sur le chantier d'un interprète pour permettre la transmission des consignes de sécurité.

7.3 Documents – Diffusion

7.3.1 Plan Général de Coordination (PGC)

Cf. : Code du Travail – Art L. 4744-4, R. 4532-12

- Le Maître d'Ouvrage diffuse à l'ensemble des titulaires de lot le Plan Général de Coordination (PGC) et ses différents additifs que le Coordonnateur SPS aura rédigé sous son autorité.
- Le titulaire d'un lot, diffuse à chacun de ses sous-traitants le PGC, ainsi que son propre PPSPS.

7.3.2 Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé (PPSPS)

Cf. : Code du Travail – Art L. 4744-5

- Chaque entreprise doit transmettre un PPSPS à la suite de la visite d'inspection commune et avant son intervention afin que le Coordonnateur SPS ait le temps de l'analyser et de l'harmoniser avec ceux des autres lots si nécessaire.
- L'entreprise analysera les différents risques en y apportant pour chacun d'eux une mesure de prévention qu'elle reportera sur trois tableaux distincts à inclure dans son PPSPS. (Voir **ANNEXE – PPSPS – TRAME POUR ANALYSE DES RISQUES**). Si les risques ne sont pas dissociés à la réception des PPSPS, le Coordonnateur SPS se réserve le droit de renvoyer le PPSPS pour correction.
- Les PPSPS sont à disposition de l'ensemble des intervenants. Pour ce faire, chaque entreprise déposera un exemplaire de son PPSPS daté, signé et indicé dans un classeur dans la salle de réunion.

7.3.3 Registre Journal (RJ)

Cf. : Code du Travail – Art R. 4532-9, R. 4532-12

- Le Registre journal contient tous les documents écrits de la mission SPS : comptes rendus de réunion, de visite, d'inspection commune, d'analyse des PPSPS, des observations et notifications du Coordonnateur SPS aux différents intervenants, courriers, des avis émis en phase conception et réalisation, PGC, DIUO, liste des intervenants ...
- Il est détenu par le Coordonnateur SPS qui le présentera sur demande aux organismes de prévention.
- Le Maître d'ouvrage ainsi que le Maître d'œuvre sont destinataires par défaut de tous les échanges écrits.

8 ANNEXE – TRAVAUX A PROXIMITE DES RESEAUX

8.1 Principales obligations des parties prenantes

<u>Le Maître d'ouvrage</u>	<u>L'exploitant</u>	<u>L'Entreprise</u>
Le responsable de projet	L'exploitant de réseaux	L'exécutant des travaux
<ul style="list-style-type: none"> • Consulte le guichet unique (GU) • Identifie les exploitants de réseaux concernés par les travaux • Adresse une déclaration de travaux (DT) aux exploitants • Analyse leurs réponses • Identifie le besoin de réaliser des investigations complémentaires (IC) ou des opérations de localisation (OL) • Prévoit des clauses techniques et financières • Réalise et signe le PV de marquage-biauetage. 	<ul style="list-style-type: none"> • S'inscrit au guichet unique • Fournit au GU les zones d'implantation de ses ouvrages • Met à jour la localisation de ses réseaux • Répond aux DT (déclaration de travaux) et DICT (déclaration d'intention de commencement de travaux) • Réalise des mesures de localisation ou demande des investigations complémentaires quand la réglementation l'impose. 	<ul style="list-style-type: none"> • Prend en compte les informations transmises par le responsable de projet (DT, résultats des IC et des OL ...) • Consulte le guichet unique et procède à une DICT • Prend en compte les clauses techniques et financières du marché • Analyse les réponses aux DICT • Débute la réalisation des travaux lorsqu'il dispose de tous les récépissés de DICT • Prend les précautions nécessaires à l'approche des réseaux.

GU : Guichet unique national référençant les réseaux.
DT : Déclaration de projet de travaux.
DICT : Déclaration d'intention de commencement de travaux.
IC : Investigations complémentaires.
OL : Opération de localisation.

8.2 Documents utiles

- Décret n° 2012-970 du 20 août 2012 relatif aux travaux effectués à proximité des réseaux de transport et de distribution.
<https://www.legifrance.gouv.fr/loda/id/JORFTEXT000026304998>
- Déclaration de projet de travaux (DT) par le responsable de projet
<https://www.reseaux-et-canalisation.ineris.fr/gu-presentation/construire-sans-detruire/teleservice-reseaux-et-canalisation.html>
- Guide pratique « TRAVAUX A PROXIMITE DES RESEAUX »
https://www.fntp.fr/sites/default/files/content/publication/guide_dt_dict_vdef_web_0.pdf

9 ANNEXE – PPSPS – TRAME POUR ANALYSE DES RISQUES

Risques propres : Les risques propres sont ceux qui sont générés par votre propre activité et concernent votre propre personnel.

Description des travaux	Risques repérés	Moyens de Prévention

Risques exportés : Les risques exportés sont ceux que votre propre activité fait encourir au chantier ou aux autres personnels travaillant à proximité.

Description des travaux	Risques repérés	Moyens de Prévention

Risques importés : Les risques importés sont ceux qui sont générés par l'activité du chantier ou d'autres entreprises à proximité et qui concernent votre personnel.

Description des travaux	Risques repérés	Moyens de Prévention